

## LE ROLE DE LA LIBERTÉ COMMUNE DANS LE DÉVELOPPEMENT DE LA SOCIÉTÉ HONGROISE MÉDIÉVALE

par

I. BOLLA — P. HORVÁTH

La Note d'Introduction du Congrès International de la Société Jean BODIN dit à juste titre du thème « L'individu face au pouvoir » que les recherches destinées aux droits de l'homme s'arrête très fréquemment partout dans le monde dans les thèmes anglais et américains sur Bill of Rights. Au meilleur cas cet intéressement s'arrête dans la déclaration française sur les droits de l'homme ou dans les sources de 1848 fixant « les droits fondamentaux du peuple allemand ». Ce tableau est encore plus partial en rapport avec l'histoire médiévale car les privilèges (bulles au cachet d'or, Magna Charta etc.) fixant les droits de la noblesse (des Ordres) ont attiré surtout l'attention des historiens de Moyen Age. Il est donc évident que la Société Jean BODIN offre une possibilité sérieuse en nous permettant de découvrir les prémisses historiques des droits de l'homme sur les terrains plutôt inconnus jusqu'ici au moyen des recherches comparées méthodiques. C'est dans ce sens que nous dirigeons l'attention sur un phénomène extrêmement important de l'histoire médiévale de la Hongrie, notamment sur les changements du statut juridique des groupes (couches) sociaux soumis à la notion liber ou libertas au cours du développement de la société hongroise médiévale. Ci-dessous on verra clairement que les changements historiques « de la liberté commune » exprimés dans les notions indiquées fournissent des points d'appui très sûrs pour la découverte des rapports de classe de l'époque. Le caractère latin des sources de documents hongrois médiévaux utilisés permettent largement aux spécialistes de l'histoire médiévale d'utiliser les données découvertes comme objet des recherches comparées.

La liberté commune (*Gemeinfreiheit*<sup>1</sup> dans la littérature allemande) constituait en Hongrie une notion fondamentale de la vie étatique, sociale et juridique du féodalisme précoce. L'expression y appliquée, liber et libertas, figure pendant des siècles dans les sources dès les débuts de l'usage de l'écriture latine. La notion elle-même est sans doute l'héritage de l'époque précédant la fondation de l'État et elle a indiqué originairement le statut juridique des gens appartenant à une catégorie grosso modo unique. Cette unité s'est décomposée et transformée ensemble avec le mûrissement de la société féodale. Cette transformation a eu pour conséquence

que les sources ont commencé à employer *liber* et *libertas* contre l'unité archaïque dans un sens trop variable, c'est-à-dire elles ont commencé à les rapporter à des catégories de très différentes situations, à des sociétés européennes entièrement différentes. Cependant la signification de base, la liberté commune ne s'est pas étiolée entièrement bien que *libertas* ait pris plusieurs sens et se soit développée variablement, mais elle est devenue un élément constitutif des privilèges de la noblesse devenue unitaire du point de vue juridique et celui de la liberté de la paysannerie aussi.

Nous tracerons en ce qui suit le développement de la liberté dans les conditions féodales.

Nous avons deux lois connues du roi Saint Étienne 1000 — 1038 de l'époque de la fondation de l'État. Elles éclairent la notion de la liberté de l'époque. Conformément à ces lois la différence fondamentale entre homme et homme était s'il était libre ou esclave.

Cependant d'après les lois on peut observer parmi les libres de très grandes différences matérielle et sociale. Elles sont fidèlement exprimées par le groupement sous différents aspects des libres. L'une de ces catégorisations montre conformément à la décomposition des familles, à leur réarrangement les trois groupes des libres selon fortune: ils sont nommés *comes*, *miles*, *vulgaris*. On apprend la différence concernant leur situation matérielle quand ils ont dû payer d'un motif quelconque une amende. La somme de l'amende nous indique comment la couche des *comes* s'est distinguée du point de vue de leur situation matérielle. P. ex. les 50 bourrets payés par eux en cas de l'uxoricide montrent une situation matérielle très différente de la situation exprimée dans l'amende des 10 bourrets payés par les *miles* et dans celle des 5 bourrets payés par les *vulgaris*.<sup>2</sup>

La loi se réfère à une catégorie sociale plus vaste. P. ex. Lors du parjure ou de la libération des domestiques d'un autre homme la loi mentionne groupes: celui des *valentes* et des *divites* qui paient 50 bourrets, d'autre part des *paupers* et *tenutis*, vulgaires auxquels la loi a infligé une amende de 12 bourrets.<sup>3</sup>

Néanmoins, malgré la grande inégalité matérielle tous ceux qui n'étaient pas servus, appartenaient du point de vue de leur statut juridique aux libres indépendamment de leur situation matérielle. La notion *liber* a exprimé un état de naissance « naturel », une « *ingenuitas* » et la notion *libertas* mentionnée par les lois était conforme à cet état. « *Liber* » et « *libertas* » ont constitué une paire de notions corrélatives. Son porteur est le *liber* qui ne vivait pas sa vie comme un individu isolé. Ainsi il n'était pas contre le nouvel État et la loi. La loi influait sur le *liber* en tant qu'individu à travers l'agent intermédiaire d'une communauté plus ou moins grande où il vivait. Les lois d'Étienne et des rois postérieurs se réfèrent maintes fois en premier lieu à la parenté (*parentes*, *cognatio*)<sup>4</sup>.

L'unité intérieure des notions *liber* et *libertas* est prouvée par les lieux de lois importantes. Tout *liber*, riche ou pauvre, *somes* ou bien *vulgaris* sont à l'unanimité jugés comme libres, et chacun d'eux avait « *liberum nomen* ». Un *homagium* unanimement valable pour chaque homme libre,



les 30 pensa d'or l'expriment le mieux. La loi ne prévoit pas une composition supérieure à cela, ni une composition inférieure pour l'assassinat du vulgaris<sup>5</sup>.

À l'époque du roi Étienne l'unité intérieure et l'inarticulation des notions «liber» et «libertas» sont élucidées à l'autre pôle par les notions «servus» et «servitus».

Dans les lois le servus se délimite nettement du liber. La loi où toute la population se plaçant au-dessus des esclaves figure comme «le peuple de ce pays» («gens huius monarchie») oppose les libres aux esclaves. Les esclaves se trouvaient sous «une autre loi» («lex servorum») que les libres. «La loi sur les esclaves» n'a pu être appliquée à l'égard des libres que s'ils ont été vendus auparavant en guise de châtimement<sup>6</sup>. L'état d'esclave était détesté, dédaigné. La grande ligne de rupture entre les deux statuts juridique signifiait que l'esclave était un bien, toujours la propriété de quelqu'un, aux termes de la loi il était *proprius*. Par conséquent si quelqu'un a tué l'esclave d'un autre, il fallait donner en échange un autre esclave ou rembourser sa valeur.<sup>7</sup> En dehors du bien l'esclave était — aux termes de la loi — une servilis *persona*. L'assassin a dû faire la pénitence pour le salut du servus tué — soit son maître soit un étranger l'a assassiné. Malgré la qualité de persona le mariage entre le liber et le servus était interdit. Si le liber a choisi un servus comme conjoint, il est devenu esclave lui-même pour que les libres puissent conserver sans tache leur liberté<sup>8</sup>.

D'après le témoignage des lois l'état de servus n'était ni immobile ni fixe comme celui du liber ne l'était pas non plus. La personne libre est devenue esclave si elle a épousé quelqu'un des esclaves ou si elle a commis à maintes reprises des vols. Par contre le servus pouvait être liber s'il a été libéré. De l'un des statuts juridiques on pouvait passer à l'autre mais cela ne pouvait avoir lieu que sans degrés intermédiaires, directement.

Il était possible d'après la loi de «libérer avec témoin et de façon solennelle» de «misericorde» (*libertate feriare cum testimonio*) («*misericordia ductus*») le propre servus et la propre ancilla. Le décès a pu empêcher le maître de réaliser cette intention. C'était alors la veuve et les fils de celle-ci qui avaient pu le faire pour le salut du défunt en les liant à l'agape. Le roi a interdit à tout le monde de pousser de nouveau à l'esclavage les personnes ainsi libérées. Cette forme de la libération a donné dans la phase précoce du féodalisme une liberté complète, non limitée d'une façon quelconque. Dans les sources occidentales lors de la naissance des lois d'Étienne l'émancipation des esclaves a trop de sortes de degrés et de formes et à cette époque-là «l'émancipation» complète était déjà très rare. Le rédacteur des lois hongroises a transposé cette forme caractéristique à l'Occident surtout des VII–IX-èmes siècles et déjà périmée à l'époque d'Étienne.<sup>9</sup>

L'attribution de cette liberté complète correspondait aux rapports de société de l'époque d'Étienne. Les émancipés ont donc reçu une libertas identique avec les libres «originaires», «nés» (*ingenuus*) et leur statut juridique est devenu identique avec le statut juridique de ceux-ci. Il se peut que l'émancipation ait été introduite par le roi Étienne. Leurs antécédents ont pu subsister auparavant. C'est cette ancienne pratique hongroise que

les rédacteurs de ces lois a investi de la forme de loi bien réalisée à l'Occident dans les conditions du féodalisme précoce.

La société de l'époque d'Étienne n'a connu qu'une sorte de *libers* et de *libertas*, la liberté complète des *libers* nés. C'est ici que l'esclave émancipé avait sa place. Même le fait que le *liber* a rejoint comme *miles* ou *hospes* le *senior* n'a pas supprimé ou altéré la qualité de la liberté. La loi ne fait pas en fait de distinction ni dans l'infliction du prix du sang ni dans les amendes entre les *miles* vivant sur leurs terres ou ceux qui s'étaient engagés au service du roi ou d'autres seigneurs. Le lien entre le *miles* et le seigneur, entre le *hospes* et le seigneur était bilatéral. Cela a entraîné des conditions obligatoires également pour le *senior*. C'est le caractère de la dépendance qui l'a distingué des rapports entre le seigneur et l'esclave. A ce temps-là les *libers* n'étaient pas dans les conditions d'esclave, ce qui s'est avéré honteux. Ni le *miles* ni le *hospes* n'ont été dégagés de la notion vaste du *liber*<sup>10</sup>.

Cependant les rapports de propriété ont mûri et créé les prémisses de la différenciation interne de la délimitation de droit et de la notion de la liberté bien que la terminologie ne les ait pas exprimées tout de suite. C'était surtout la situation sur la possession royale formée et fonctionnant à l'époque d'Étienne bien que son organisation et la hiérarchie intérieure des peuples aient encore été en cours de formation et soient parvenues à l'état du développement complet<sup>11</sup>.

Depuis son origine le pouvoir d'État s'est ingéré graduellement et avec une intensité grandissante dans la vie de ses subalternes dirigée par le droit coutumier en décomposant l'ordre intérieur traditionnel et la foi religieuse de leurs communautés. Ainsi la base sociale de la liberté commune a été compromise. Contre les efforts du pouvoir d'État une réaction éclatée dans les rébellions païennes dirigées par Vata, puis par son fils Jean est survenue. Une partie de la foule hétérogène réclamant le rétablissement «des anciennes coutumes», «de l'ancienne loi» a pu être constituée des *libres* ayant peu de fortune le mieux touchés par les «nouvelles coutumes», l'ordre et la religion, et l'autre partie a pu se composer des serfs qui en étaient privés. Après la répression des rébellions païennes l'extension des limites des comitats bien que lentement a changé dans la deuxième moitié du XI<sup>e</sup>-ième siècle<sup>12</sup> le nombre de ceux qui ont été mis en subordination et la qualité de cette subordination aussi.

Dans les législations des rois Saint Ladislas (1077–1095) et Coloman le Libraire, ainsi que dans les documents de l'époque la différenciation de notion du *liber* et de la *libertas* indique l'épanouissement des rapports féodaux. Deux moments importants peuvent alors être observés du point de vue de la liberté commune.

L'un d'eux est que la notion du *liber* n'englobe pas l'ensemble des *libres* comme à l'époque du roi Étienne. La couche supérieure des *libres* de l'époque s'est distinguée en effet dans la terminologie de façon réfléchie parmi les *libres*. À côté des excellents (*optimata*) ses membres ont été nommés *nobilis*. Après l'avance de cette catégorie des *nobilis* adoptant des lois avec le roi et après leur élévation au-dessus des autres leur status



juridique, leur *libertas* ont dû être délimités de ceux des *libers* même si le contenu du nouveau statut juridique n'a pas été catégoriquement développé par les lois.

Il est évident que la parenté *nobilis* a été autrement mesurée et punie p. ex. en cas du vol que celle des *libers* en général. Il est vrai que les *nobilis* n'ont pu être défendus pour la seule raison qu'ils sont aristocrates. Mais quand le *liber* voleur a été vendu comme exilé, le *nobilis* a été obligé de travailler sous bonne garde<sup>13</sup>.

Un nouveau groupe de fonctionnaires sorti d'une partie des anciens aristocrates nés et de noblesse *advena* était en train de se former. Au cours de leur carrière ce n'est pas l'origine (hongroise ou étrangère) mais la prise de position politique qui était décisive. Eux comme membres de l'ambiance et du conseil du roi, les hauts fonctionnaires de celui-ci ils se sont délimités de leurs inférieurs de façon culturelle et dans le mode de vie dans une cour recevant facilement les effets étrangers et irradiant dans une certaine sphère. Eu égard à leur élévation une partie de la catégorie des *libers* mentionnée dans les lois d'Étienne ne figure pas dans les rangs des *libers*.

Un autre moment important de la liberté commune est l'apparition de la notion du *liber* et de la *libertas* surtout sur les possessions royales et ecclésiastiques.

Les possessions royales nées au cours du XI<sup>e</sup> siècle et enlaçant le pays a absorbé des éléments à différente origine: des esclaves conquis et des esclaves faits prisonniers de guerre et surtout les paysans à l'origine *liber* et des *peux*. Tous ces éléments ont été mis en une dépendance *proprius* qui, dans le cas des *libers*, a relégué au second plan le statut juridique original. Sous le règne du roi tout le monde qui appartenait de n'importe quelle façon à cette organisation à partir de ceux qui ont rempli la plus haute fonction à ceux qui ont effectué le travail le plus bas sont devenus uniformément sujets. Des peuples soumis, ayant à l'origine différents statuts juridiques des catégories groupées selon les services et les prestations se sont formées. Ces catégories ont créé la hiérarchie des soumis qui servait de cadre de leur rémunération et de leur punition aussi.

Ceux qui se trouvaient au sommet de la hiérarchie ont été nommés avec un terme juridique *libers* alors que dans d'autres cas conformément à leurs fonctions de guerre et d'administration *miles*, puis *jobaggios*. Cependant leur *libertas* n'était pas une liberté commune, mais une *libertas* par rapport à la situation des serfs se trouvant au degré inférieur de la hiérarchie. C'est le roi qui a disposé de leur personne eu donnant d'eux aux Églises. Les *libers* de la possession royale peuvent être nommés «libres du roi» (ou en fonction de leur affectation *libres* du *castrum* ou du *curtis*), mais ils ne peuvent être nommés *libers*, bien que leur *libertas* ait eu de cas en cas un degré élevé. Leur *libertas* a pu dépasser surtout dans l'organisation châtelaine de la possession royale même la liberté commune car leurs tenants remplissaient souvent une fonction publique dans le comitat royal jusqu'à la subsistance de celui-ci.

Les grands manse ecclésiastiques doivent leur naissance au don royal y compris l'organisation des peuples à divers statut et à différentes professions, organisation reçues presque prêtes. La fortune et les propriétés de leurs peuples ont abondamment augmenté des dons et des fondations des particuliers. Les propriétés à différente origine et à différente organisation ont été spécialement réorganisées sur la base des expériences de l'Église universelle par les Églises donataires. Même sur les propriétés ecclésiastiques vivaient des *libers* (*miles*, *ministers*, *jobagios*). Ils n'ont pas joui de liberté commune non plus, mais ils peuvent être considérés comme les « *libres* de l'Église ».

Tous ces *libers* — bien que leurs degrés aient été différents — étaient de nouveaux *libers* différant de la liberté commune. Leur personne était de façon étroite ou inconsistante liée au roi, à l'Église et ils n'étaient (plus rarement au seigneur) pas en mesure de rompre les liens avec eux. A la différence des *libers* ils peuvent être nommés *libers* conditionnels ou liés. Leur nouvelle *libertas* est le produit de l'installation féodale ayant revêtu un caractère différant de la liberté publique parallèlement avec développement graduel du manse royal et de la propriété ecclésiastique. Sur le manse royal et la propriété ecclésiastique l'ancienne liberté commune a été conservée au moins partiellement par les hospes à l'origine étrangers, puis par les hospes d'origine hongroise qui se sont installés en groupes. Mais les membres des autres couches nommées *libers* sont devenus même s'ils étaient riches « les *libres* du roi », « les *libres* de l'Église » différant de la liberté commune. Le fait est qu'une partie considérable de la population du pays nommée alors « *liber* » a quitté la voie de l'ancienne liberté commune<sup>14</sup>.

Cependant la différenciation sociale et des notions n'a pas sapé la liberté commune qui n'était pas à son déclin lorsque les *libertas* sont devenues polysegmentaires. Bien que le sens et le contenu se soient perdus sur le manse royal et la propriété ecclésiastique, son sens archaïque s'est maintenu de façon plus opiniâtre parmi les propriétaires laïcs, puis dans les cadres de la propriété des laïcs.

Mais au début du XII<sup>e</sup> siècle la différenciation de la notion de la liberté a nécessité de déterminer la norme de la liberté commune au sens qu'elle avait encore à l'époque d'Étienne, ce qui a été indiqué au temps du roi Coloman dans la notion de la *plena libertas*.

Le concile ecclésiastique tenu à l'époque du roi Coloman a développé la notion de la *plena libertas* en la rapportant à la question à savoir comment les serfs deviennent clercs avec l'utilisation de la matière du droit canonique remontant au V<sup>e</sup> siècle, l'époque de Léon I et de Gelasius I sans la copier de façon servile. C'est avec circonspection que le concile appliquait aux rapports de Hongrie la matière traditionnelle. Il a voulu résoudre des problèmes effectifs de Hongrie, pourtant sa terminologie est l'enveloppe linguistique des rapports de droit et des institutions subsistants.

Le concile s'occupe des deux cas de l'admission des serfs à l'ordre ecclésiastique, de l'ordination du serf d'après le souhait de son seigneur et de l'ordination du serf du seigneur étranger. Le concile a demandé au



seigneur pour rendre son serf cléréal l'octroi de la plena libertas. La prescription avait pour but clair que le membre des ordres ne fût pas opposé comme serf à son seigneur, comme un bien et que le pouvoir de propriétaire du seigneur ne puisse prévaloir sur la personne élevée à l'ordre d'existence plus haut par l'ordination.<sup>15</sup>

L'autre décision du concile s'occupe du fait que le serf d'un autre seigneur est devenu clerc au détriment des droits de propriétaires. Si l'acte s'est fait « à l'insu du seigneur et sans sa déclaration conformément faite » (absque consciencia et confessione domini sui), l'exécuteur a dû racheter ce clerc et payer encore une amende de 50 pensas. Le concile indique de façon claire qui sont les éléments et de quelle nature est le pouvoir prévalant sur eux auxquels il est interdit « d'enseigner l'art de tracer les lettres » c. à. d. de devenir cléricaux (alterius servum, vel servientem talem, qui domino suo sine ipsius voluntate alienari non potest, aut quemlibet de civili populo)<sup>16</sup>.

Il résulte de la disposition qu'à côté des servus au sens strict du mot il y avait des catégories dépendantes entre les servus et le liber dont les membres ne jouissaient pas de plena libertas. Dans leur cas il s'agissait des charges plus lâches de celles du servus, mais celles-ci ont exclu la liberté commune.

La terminologie de la décision s'adapte entièrement aux circonstances nationales même dans le cas des civis et d'un « tel serviens ». La « plena libertas » peut être considérée comme l'expression exacte de la liberté commune. L'émancipation concernant l'accès à la liberté commune était la suite directe du seul type figurant dans la loi du roi Étienne.

Face à cette liberté on trouve chez Coloman une nouvelle libertas sur la propriété ecclésiastique, une *non plena libertas* figurant déjà à l'époque de Ladislas. Dans certaines limites l'Église pouvait déjà disposer de ses servus. Son servus a pu être admis aux ordres, de cette façon on ne violait les intérêts de personne. A cet égard le concile a décidé que les fils des servus ecclésiastiques devenus cléricaux ne restent pas dans l'état du servus mais qu'ils soient les libers de l'Église (inter liberos ecclesie habeantur)<sup>17</sup>.

Les lois de Coloman disposent déjà de tous les deux libers, des libres de la même façon que de l'autre type.

La situation matérielle et sociale de ceux qui jouissaient de la plena libertas était très différente à l'époque de Coloman. Parmi eux il y avait des maîtres disposant de biens mobiliers et immobiliers, soumis aux nobles, de petits propriétaires paysans et des libers qui ne disposaient pas de propre fortune et qui s'étaient installés sur la terre d'un autre maître. Le roi Coloman ne les traite pas du point de vue juridique mais du point de vue économique conformément aux intérêts du fisc de la même mesure que les libers liés. En effet Coloman est le premier à établir le soi-disant impôt nommé deniers des libres en en fixant le montant par famille en 8 deniers. Cet impôt a dû être payé par les éléments libres, c. à. d. par les libers liés vivant sur le manse royal — éléments libres dans les rapports avec le civis et non libres dans les rapports avec le roi —, et par tous les libers et tous les hospes installés sur la terre d'un autre maître dont la dépendance

économique n'a pas supprimé leur liberté commune parce que le pouvoir de propriétaire du seigneur terrien ne s'est pas étendu au-dessus de leur personne. Tous les autres libers, conjecturalement les libers disposant de propriété autonome étaient exemptes des charges fiscales. Voire les libers soit libres soit non qui ont donné des chariots et des chevaux pour le voyage du roi ou bien qui faisaient la guerre aux frais du roi, ont payé la moitié de l'impôt infligé, 4 deniers<sup>18</sup>. Ceux-ci qui appartenaient à n'importe quelle catégorie des libers, ont tellement augmenté en nombre et leur importance du point de vue économique était telle que le pouvoir royal a pu recourir à leur capacité.

Les libers des joupans avaient une libertas que l'on ne peut également préciser. Si, en effet, il y avait tant de libers dans les villages des comes que leur seigneur ont pu recevoir d'eux des chevaux et 100 pensas, aux termes de la loi les comes ont dû assurer un soldat vêtu d'une armure, en cas d'un revenu de 40 pensas ils ont dû équiper un preux ordinaire (cheval-léger). Ces libers pouvaient être des libers qui s'étaient engagés au service du comes comme latifondiste privé en maintenant leur statut juridique. Mais ils pouvaient être des libers manquant de plena libertas dont la personne était une propriété seigneuriale (*proprius*). Dans ce cas ils ressemblaient dans les cadres du l'Église ou du pouvoir privé du roi aux libers jouissant de libertas relative.<sup>19</sup>

Quant à la nature de leur liberté et à leur rapport à l'imposition on peut trouver dans les lois de Coloman au moins trois vastes catégories de libers : a) des libers disposant de leur propre fortune, ils ne payaient aucune sorte d'impôt; b) des libers communs vivant sur la terre d'autrui. A eux appartenaient les hospes payant 8 deniers pour leur liberté; c) Les libers du roi, de l'Église et peut-être du comes que des liens personnels avaient attachés à leur seigneur et qui figuraient en qualité des sujets d'impôt. Leurs rangs ont pu être complétés parmi les libers communs soumettant leur personne au seigneur mais de ceux aussi qui s'étaient élevés du statut du servus. Mais en outre il pouvait y avoir des catégories transitoires des libers dont l'articulation et le classement n'avaient pas encore eu lieu.

Au XII-ème siècle et au début du XIII-ème siècle ces trois importantes catégories des libers continuent à subsister, ce qui peut être établi — à côté d'autres sources — des cas d'émancipation des esclaves et de ceux des privilégialisations royales des XII-ème et XIII-ème siècles. Les émancipations avaient également trois types reflétant à peu près la vie véritable.

Les servus ont été le plus souvent libérés comme libers liés pour que ceux-ci puissent y servir « clericaliter » ou « libere » ou à condition de remettre au seigneur ecclésiastique<sup>20</sup> une quantité fixe de produits et de bétail destinée à célébrer le repas de funérailles des émancipateurs. Tout cela indique un développement au sein du statut juridique du servus. Les gens devenus libers liés ont représenté le niveau le plus élevé qu'ils aient pu atteindre dans les cadres de l'état servile.

L'autre groupe des chartes émancipatrices a emprunté son modèle également à la réalité sociale et la qualité de cette émancipation corres-



pondait à la catégorie des libers vivant dans le statut des libers communs sur la terre d'un autre seigneur, à la catégorie des hospes, ce qui est à vrai dire la suite directe de la forme exclusive de la *libertas* qui a été relevée dans la notion de la *plena libertas*.

Cette forme d'émancipation était encore usuelle au XIV<sup>e</sup>-ème siècle. Selon les formules l'essentiel du changement en liber plein réside en ce que l'émancipé peut s'installer où il veut ou bien il sert chez le seigneur chez lequel il veut. Cette formule contient la *libertas* pleine et irrévocable parce que toute soumission personnelle, la qualité de propriété de l'émancipé cesse d'exister<sup>21</sup>. Cette alternative pleine de l'émancipation était plus appréciable de l'octroi de la *libertas* attachée à certaines conditions car le liber attaché à certaines conditions se trouvait tout de même dans la propriété de quelqu'un, c'est le motif pourquoi il était poussé à un niveau plus bas en cas de délit. En cas de la *libertas* pleine cet acte nommé « *in servitutum revocare* » dans une charte n'était plus possible parce la personne en question n'était plus la propriété de personne mais elle a obtenu le statut juridique des libers natifs. Par conséquent toute origine d'esclave et toute tache humiliante — *macula* — allant de pair avec celle-ci ont été supprimées. Conformément à sa nature justement les formules d'émancipation nomment cette *libertas* outre la « *plena libertas* » de l'époque de Coloman *libertas* « *perpetua* », « *absoluta* », « *mera* », « *aurea* »<sup>22</sup>.

Mais l'octroi de la liberté ainsi marquée a entraîné d'un autre point de vue un désavantage grave pour l'émancipé. En effet elle n'a octroyé que la liberté de la personne sans la fonder matériellement. Par conséquent l'émancipé a dû s'installer en tout cas sur la terre d'un autre même s'il a pu choisir le seigneur. Cette sorte de l'octroi de liberté (aux personnes qui deviennent libres communs) a, en effet, limité l'émancipé des points de vue économique et social et la qualité de libre commun a été déterminée plus tard par le fait qu'une propre fortune avait rarement déterminé son existence autonome. Par conséquent l'octroi de cette liberté a graduellement reçu un contenu correspondant aux rapports féodaux épanouissants.

Le troisième type des chartes d'émancipation a pris comme modèle la situation des libres communs riches. Une telle émancipation n'a pu être donnée — sauf quelques exceptions rares — que par le roi. C'était essentiellement plus de la liberté octroyée par les seigneurs privés, par conséquent elle peut être considérée comme privilège. P. ex. en 1162 le roi a octroyé la liberté à un *civis servile* en lui permettant de pouvoir librement et avec sécurité servir où il veut. Jusqu'ici la formule est identique aux actes d'émancipation des seigneurs privés. Cependant le roi a complété le service libre en faisant donation de la terre et du moulin. En outre le roi a compté sur la participation de l'émancipé chargé du maniement des armes à la lutte contre les incroyants en défense d'un château. Au tournant des XII<sup>e</sup>-ème et XIII<sup>e</sup>-ème siècles les rois ont rendu au moyen de privilège, d'une formule analogue libres communs les *civis c. à. d.* « les libres du roi » en leur faisant donation de la *perpetua libertas*<sup>23</sup>, C. à. d. les libres communs riches ont été simplement considérés comme tels qui jouissaient de *plena aurea libertas*. Tout cela a été indiqué par une charte d'André II provenant de

1209 où celui-ci a disposé que tous les gens libres (« quicumque liber homo ») pouvaient faire donation de leur propre fortune soit des terres, soit des servus ou des libertinus au bénéfice des templiers<sup>24</sup>.

Au cours du XII<sup>e</sup> siècle à côté des libres communs riches il pouvait y avoir de génération en génération de ceux qui soit comme preux soit comme vilains avaient été contraints de s'installer sur la terre d'un autre seigneur. Leur nombre ont augmenté par les hospes venus de l'étranger et par les émancipés ayant obtenu la plena, aurea libertas. Leur composition est devenue de plus en plus hétérogène et leur partie importante ne peut être considérée plus comme le descendant direct des libres communs de l'époque d'Étienne. Entre les deux catégories des libres communs : les riches et les non-possédant une différence de classe a mûri que la liberté commune comme unité juridique a couverte transitoirement bien que la notion soit devenue contradictoire. Cela est bien confirmé par une patente de 1224 du roi Béla, ce qui permet aux vassaux du château de devenir avec la propriété de la façon ordinaire libres communs, en outre cette patente donne au privilégié un tiers de l'impôt royal des hospes installés sur sa terre. Ici le statut juridique des privilégiés est devenu identique à celui des paysans installés sur leurs terres.<sup>25</sup> Tout cela indique que la liberté commune ou bien selon les termes des sources l'aurea libertas a toujours pu exprimer l'élément identique, la partie constitutive commune de la liberté des catégories sociales très différentes.

Cela nous permet de pouvoir considérer l'aurea libertas comme l'unité de base de la liberté qui, même au début du XIII<sup>e</sup> siècle — sans considération d'autres différences essentielles —, a pu mettre comme survivance ancestrale au diapason et a pu englober tous ceux qui en avaient joui : à partir des émancipés ayant procuré la qualité de libre commun aux seigneurs riches soumis aux nobilis.

L'aurea libertas n'a pas exprimé en elle-même les conditions de classe, la situation matérielle, la dépendance ou l'existence autonome de ceux qui en avaient joui. On pourrait dire plutôt que tous ces facteurs ont déterminé que parmi ceux qui avaient droit à la liberté commune combien avaient pu réaliser du contenu de la liberté commune et des droits y compris. Il est évident que tous les ayants droit n'avaient pas le mode de jouir de l'ensemble de ces droits.

Il fallait tout de même avoir le minimum fondamental de ces droits sans lequel l'aurea libertas a déjà perdu son sens. Aux termes des formules d'émancipation le droit de migration était un tel signe essentiel de délimitation. Ce minimum fondamental de la liberté commune signifiait que son bénéficiaire ne portait pas de signes propres mais qu'il pouvait disposer de lui-même. C'est un critère qui distingue nettement l'aurea libertas des autres libertas des éléments populaires de n'importe quelle forme de dépendance au caractère propre. Il était donc presque évident que les chartes avaient relevé à propos de l'émancipation des éléments de la dépendance propre élevés au niveau de la liberté commune comme signe distinctif le droit de migration qui avait le plus caractéristiquement délimité la nouvelle liberté des anciens entraves. Cela explique pourquoi l'octroi de



cette liberté ne figurait pas également dans les privilèges royaux s'élevant aux conditions seigneuriales. Les libers conditionnels, liés étaient pourvus de l'aurea libertas et de son minimum, le droit de migration<sup>26</sup>.

Mais il est clair que le droit de migration comme minimum ne pouvait pas constituer l'ensemble des droits relevant de l'aurea libertas. La possibilité du droit de migration ne signifiait presque rien pour un liber qui avait été propriétaire d'une terre plus ou moins grande ou pour un liber qui avait reçu une terre à l'occasion de l'émancipation-privilegiation. Il en résulte que le contenu de l'aurea libertas en était beaucoup plus riche. Comme «la liberté moyenne» vivait dans le droit coutumier non écrit, il est impossible d'en déterminer avec précision le contenu. On peut tout de même en établir quelques aspects.

Il semble que les libes non privilégiés ont participé indépendamment de leur situation à la «vie publique» du pays et de leur province au sens étroit du mot. Cette participation semblait être encore large au XI-ème siècle. Ils participaient à de telles réunions nationales où il s'agissait des problèmes les intéressant.<sup>27</sup> A partir du XII-ème siècle on ne peut rien entendre de cette activité déployée par eux. Néanmoins ils participaient «à la vie publique» du comitat royal. Selon le témoignage des sources ils appartenaient aux «conprovinciales» et dans cette qualité ils ont pu élever leur voix devant les délégués du roi. Les juges inférieurs, les hallegardiers aussi ont pu sortir des libes communs ayant des possessions autonomes. Mais conformément à leurs rangs ils ont pu régler leurs affaires devant la cour d'arbitrage composée, des arbitres, les *probi viri*<sup>28</sup>.

Le mariage légitime (*thorus legitimus*) était évidemment inhérent à l'aurea libertas avec tous ces attributs: leur condition matérielle a déterminé en immobilier ou en mobilier le cadeau de noces à condition qu'une des parties n'ait pas eu le statut servile. Personne n'a contesté leur droit de succession. Ils ont pu jouer un rôle parmi les personnes convoquées à propos des attestations, des bornages aussi. La *consuetudo* s'est fait valoir parmi eux même si faute de propriété terrienne ils sont devenus libes vivant sur la terre d'autrui. Suivant les cas ces libes communs sont entrés dans l'armée du roi, non seulement les possédants<sup>29</sup>.

Mais au XIII-ème siècle le contenu de la liberté commune a subi un tel changement comme la situation sociale et la composition de ses sujets, les libes communs. Il est alors devenu inévitable que la qualité libre commun riche, l'existence seigneuriale se présentent comme une nouvelle qualité par rapport à la qualité de libre commun et que les seigneurs propriétaires se détachent des points de vue juridique et terminologique de la couche inférieure non-possédante des libes communs.

Cette séparation s'est réalisée en 1222 au moment où le privilège connu sous le nom de la Bulle d'or a été délivré. La Bulle d'or n'appelle plus les libes communs riches libes mais *serviens regis* en codifiant également leurs droits. Leur statut juridique s'est formellement séparé en dépassant au fond la liberté commune<sup>30</sup>.

La situation juridique de la couche *serviens regis* séparée récemment avait sans doute le caractère de transition et s'est transformée relative-

ment vite. Ils ont occupé leur place entre les nobilis et les libres communs restés. Ils ont déjà dépassé la liberté commune mais ils n'étaient pas encore nobilis. Mais comme dans leur situation politique et sociale — plusieurs fois en raison des motifs de parenté — de plus en plus de liens les ont attachés aux nobilis, la fusion avec eux en raison de la situation de classe identique au fond a été réalisée pendant un bref temps des points de vue juridique et terminologique, ils ont été nommés nobilis serviens, puis nobilis à partir de 1267. Grâce aux droits qui les ont distingués de toute autre catégorie sociale les serviens regis et les anciens nobilis sont devenus les nobles du pays (nobilis regni).

La mémoire de leur origine de libre commun vivait tout de même longtemps dans les serviens regis, ce qui est exprimé dans les sources où la situation sociale ou le statut juridique<sup>31</sup> s'expriment suivant les cas dans les syntagmes «liber et serviens regis» et «liber et nobilis». Sa raison principale est due au fait que la qualité de libre commun était une partie constitutive de leur statut juridique. En témoignent surtout les chartes royales qui faisant donation — auparavant de la qualité de serviens regis, puis de la noblesse, ont octroyé à l'émancipé expressément la liberté commune, l'aurea libertas aussi. Cela était sans doute une spécificité avec les chartes d'émancipation délivrées par les seigneurs privés ayant également fait donation aux civils esclaves l'aurea libertas sans leur en donner plus<sup>32</sup>. La spécificité commune n'était pas simplement formelle mais elle visait à assurer le statut juridique de libre commun tant à l'émancipé du roi qu'à l'émancipé du seigneur privé. La différence était que le seigneur privé n'avait pu assurer un statut juridique plus haut, alors que le roi avait fait donation de la liberté commune comme éléments d'un statut juridique plus élevé.

Pourtant la libertas nobilis était l'aurea libertas multipliée qui ne valait plus pour les groupes de libres n'appartenant pas à elles. L'excédent de la libertas nobilis est exprimé par la donnée selon laquelle la partie contestée plus tard dans son statut de noblesse a prouvé avec charte que le roi Ladislas IV avait donné à sa famille une liberté meilleure de l'or (auro melior) et cet argument avait été admis comme preuve de sa noblesse.<sup>33</sup>

Après la sortie des serviens nobilis on peut trouver dans le monde des libres communs une situation perplexe et transitoire. Le fait que la sortie des riches s'est effectuée et que leurs rangs n'ont été plus largement agrandis que par les esclaves ou les hospes, la liberté commune a été renfermée du point de vue social dans ses limites. Les hospes et la majorité des émancipés ne disposaient pas de propriété terrienne. En tout état de cause ils devaient donc s'installer sur la terre d'un seigneur. C'était la voie des paysans communes, anciens petits propriétaires, ce qui ne signifiait pas forcément qu'ils étaient devenus paysans. Dans le monde confus de la deuxième moitié du XIII<sup>e</sup> siècle on rencontre des libres communs dans des conditions où ils entrent avec leurs terres au service du seigneur ecclésiastique, renoncent à leur qualité de libre commun en se chargeant de la libertas et des entraves relatives «des libres de l'Église<sup>34</sup>».



A partir du XIII-ème siècle la grande ligne de démarcation ne traînait pas aux yeux des gens médiévaux entre le liber et le servus mais entre le nobilis et l'ignobilis. La liberté commune enfermée définitivement dans l'anneau de l'ignobilitas a été refoulée dans le monde de la paysannerie.

Le manque relatif de la fermeture de la formation de la classe paysanne, l'absence de son unité intérieure et juridique sont tout de même démontrés par le fait intéressant qu'au sein de l'ignobilitas on a encore attribué aussi une importance à l'opposition du liber au servus.

Tout cela nous permet de conclure que la liberté octroyée sans privilège avait toujours son importance mais *uniquement* dans l'ignobilitas. Cette différence a été prise en considération aussi par la noblesse dans sa pratique seigneuriale. Leur gestion — et justement celle des mineurs — était encore au cours de transformation. La paysannerie, ayant le statut libre, installée sur leur terre n'a pas encore refoulé sur leurs propriétés le soi-disant travail servus. Leurs esclaves ont été émancipés suivant les cas au moyen de l'ancienne formule élevant à l'aurea libertas et la clause « restitutio natalium » y a été quelquefois ajoutée<sup>35</sup>.

Comme les tenants de l'aurea libertas ont déjà connu à la fin du XIII-ème siècle la dépendance paysanne ou qu'ils étaient des éléments directement menacés de cette façon, leur statut juridique changé n'a pu être à ce temps-là identique dans son contenu au statut juridique des anciens Hongrois libres reflétant l'aurea libertas. L'ancien contenu complet de l'aurea libertas ne correspondait plus à la nouvelle situation de classe parce que la structure féodale économique et sociale ainsi que l'application pratique du droit de noblesse l'ont renfermé dans des limites. Parmi les droits constituant l'aurea libertas tous ceux qui étaient incompatibles avec la transformation en paysans dépendants et avec leurs conséquences ont dû graduellement disparaître.

Mais l'aurea libertas ne s'est pas entièrement avérée inutile dans son ensemble, un grand nombre de ses éléments a été sauvegardé, survivant à la transformation de ses tenants en paysans des latifundistes. Ce qui en est resté et ce qui n'était pas incompatible avec les intérêts des latifundistes, est devenue élément constitutif important de la libertas des paysans dépendants.

On peut observer lors du développement du rôle des libers joué « dans la vie publique » que l'un des principaux éléments de l'aurea libertas est passé entre les cadres du rapport subsistant entre le latifundiste et le serf.

Le liber amené à devenir paysan du latifundiste s'est senti « conprovincial » libre comme ses aïeux ayant une existence autonome et le précédant d'une- de deux générations et comme son apparentage. Il a également essayé de poursuivre son activité « de vie publique » dans le comitat devenu noble au XIII-ème siècle bien que cela se soit heurté à des obstacles multiples. Vivant sur la terre du latifundiste il a dû produire les rentes données aux différents latifundistes en dehors de tout ce qui était nécessaire à l'entretien de sa famille. Il avait donc moins de temps et de possibilités de poursuivre largement son activité sociale. En outre le comitat royal en

décomposition est devenu vite le forum de la noblesse d'où celle-ci a essayé de refouler tous les facteurs qui s'étaient opposés à ses intérêts. Les nobles ont pu le faire d'autant plus qu'ils étaient presque uniquement les latifundistes des libers ayant connu les conditions paysannes.<sup>36</sup>

Les paysans en dépendance ont perdu tout lien avec le roi, maître du pays. Ils ne sont pas entrés dans l'armée du roi, ils ne faisaient la guerre que dans les cadres du banderium des latifundistes s'ils étaient aptes au service militaire. Leur imposition a été graduellement déléguée aux latifundistes par le roi avec la juridiction les concernant. Si le paysan avait quelqu'immobilier dans les cadres seigneuriaux et s'il est mort faute d'héritier, tout cela n'est pas passé au roi mais à son seigneur<sup>37</sup>.

Tous ces facteurs avaient pour conséquence que la *libertas* avait enfin fourré sous elle la simple *aurea libertas* et le forum de l'activité de vie publique s'est restreint pour les libers entre les bornes et les cadres du village, alors que l'*aurea libertas* était devenue la liberté paysanne, l'ensemble des droits exercés et jouis au niveau rural.

Le latifundiste a donné le blanc-seing à ses peuples ayant payé leurs rentes dans la gestion et l'administration intérieure de leurs affaires. Un certain droit de succession — semblable à celui des nobles — a survécu dans les cadres de la propriété seigneuriale, et a conservé un très ancien droit coutumier dans l'autonomie rurale et le droit de mariage<sup>38</sup>. En raison de ce développement de la situation des éléments libers peuplant les propriétés privées des latifundistes il était naturel que le latifundiste n'avait pas pu les porter en qualité de propriétaire sur l'inventaire et son pouvoir sur leurs personnes s'était réalisé de façon limitée car ils étaient libers. Leur droit de migration — à vrai dire lié à des conditions — a été codifié par une loi nationale.

Au cours du XIII<sup>e</sup> siècle le peuple fournissant des services et sortant des conditions inférieures serviles a participé à ces *libertas* au prix de beaucoup de luttes, graduellement et maintes fois restreint.

Alors que l'*aurea libertas* transformée et mutilée s'est réduite en liberté paysanne, les anciennes différences juridiques (*servus-liber*) se sont effacées et de nouvelles différences pour la plupart matérielles sont nées. Le terme *liber* a été, parallèlement avec ce processus social, éliminé au XIV<sup>e</sup> siècle de la terminologie sociale.



## NOTES

<sup>1</sup> La justesse de l'usage des expressions libres commun et la liberté commune est remise en cause tant par l'historiographie soviétique que par l'historiographie hongroise qui se réfèrent à la prétendue origine tardive des expressions. P. ex. récemment György Györffy « István király és műve » (Le roi Étienne et son œuvre), Budapest, 1979, 459, 488 pp. et les pages suivantes. Comme beaucoup de notions ensemble avec l'expression féodalisme est une projection tardive les expressions traditionnelles du libre commun et de la liberté commune semblent les meilleures du point de vue de la distinction dans le sens employé au latin du XIII<sup>e</sup> siècle: « Homo liber, nulli nisi de comuni jure subiectus ». Viktor Ernst: *Mittelfreie. Ein Betrag zur schwäbischen Standesgeschichte*. Berlin – Stuttgart – Leipzig 1920. 24. p. Note n° 38.

<sup>2</sup> *Levente Závodszy: A szent István, szent László és Kálmán korabeli törvények és zsinati határozatok forrásai.* (Les lois de l'époque de Saint Étienne, Saint Ladislas et Coloman et les sources des résolutions des conciles), Budapest, 1904, p. 146, §. 15, p. 151, §. 35. En cas du rapt des jeunes filles le miles et le vulgaris figurent uniquement avec la peine usuelle de 10 ou de 5 bourrets. Le maintien des traditions devait avoir le même degré dans leur sphère. p. 149, §. 27.

<sup>3</sup> *Ibidem* p. 146 §. 17, p. 147 §. 21.

<sup>4</sup> Cf. Závodszy Op. cit. p. 145 §. 12 « Si autem parentes et proximi... » p. 146 §. 5. « parentibus mulieris, ... cognatis... » p. 149 §. 26 et p. 151 §. 34. P. ex. dans les lois du roi Ladislas p. 176 §. 9., 168 p. §. 8.

<sup>5</sup> Cf. Závodszy Op. cit. p. 145 §. 14 et p. 150 §. 29. Bien que le prix du sang ait été réparti entre les fises du roi, les parents de la victime tuée et les arbitres ayant créé l'accord (50 – 50 – 10). C'est le meurtrier qui a dû payer entièrement cette somme – et leur point de vue c'est l'essentiel – même s'il était vulgaris. Le servus n'avait pas son prix du sang, seulement son prix.

<sup>6</sup> Cf. Závodszy Op. cit. p. 147 §. 20. « Gens huius monarchiae » d'une part et « servilis persona » de l'autre. « Lex servorum » p. 154 §. 7.

<sup>7</sup> Cf. Závodszy Op. cit. p. 146 §. 14. Servus, proprius servus: p. 147 §. 18, servus alterius: p. 149 §. 28. Le servus portait ce caractère « proprius » et l'épithète encore au XIV<sup>e</sup> siècle. p. ex. 1305. *Monumenta ecclesiae Strigoniensis I–III*. ed. F. Knauz, L. Dedek – Crescens, Strigoni, 1874 – 1924. Abbr. MES. II. p. 552. 1313. *Ibidem* pp. 674 – 675: le servus se libère « a vinculis proprietatis ».

<sup>8</sup> Cf. Závodszy p. 147 §. 20: « servilis persona ». Quant à l'interdiction du mariage p. 149 §. 28, p. 150 §. 29: « ut si quis liber connubium ancillae alterius sciente domino ancillae elegerit, perdita libertatis sue industria perpetuus efficiatur servus ».

<sup>9</sup> Op. cit. p. 147 §. 18. et §. 21. Du fait que le servus d'autrui « ante regem, vel maiores natu et dignitate duxerit » en vue de l'émancipation on peut conclure la solennité de l'acte. L'interdiction du rejet à l'esclavage p. 142 §. 22.

<sup>10</sup> Op. cit. p. 148 §. 23 et §. 24.

<sup>11</sup> Op. cit. p. 156 §. 21. Comparons-le avec la note n° 4 de la loi. Selon le dernier manuscrit les serfs (udvarnici) doivent être jugés « lege » en cas de vol, aux termes de deux manuscrits ultérieurs « lege liberorum » alors que leur témoignage est jugé « inter liberos non recipiatur », Quant au développement précoce de l'organisation des propriétés du roi (du prince) cf. György Györffy « Tanulmányok a magyar állam eredetéről » (Études sur l'origine de l'État hongrois), Budapest, 1959.

<sup>12</sup> L'édition de la chronique contenant la description des rébellions païennes: *Scriptores Rerum Hungaricarum tempore ducum regumque stirpis Arpadianae gestarum I–II*. éd. E. Szentpétery, Budapest, 1937 – 1938. Abbr. SRH.

<sup>13</sup> Závodszy Op. cit. p. 172 §. 2: « ... tam nobilibus, quam ignobilibus, imprimis episcopis, abbatibus, comitibus, postea vero minoribus... » Ici minores peut être accordé avec ignobilis. Bien que l'apparition de la paire de notions nobilis-ignobilis soit considérable, mais elle n'a pas réussi à refouler jusqu'à la fin du XIII<sup>e</sup> siècle l'indication liber-servus. En ce qui concerne le vol commis par le nobilis et la vente de celui-ci en guise de peine suivant les cas cf. op. cit. pp. 168 – 169 §§. 9, 11.

<sup>14</sup> Pour la conclusion du problème avec référence à la doctrine antérieure cf. I. Bolla: *Das Dienstvolk der königlichen und kirchlichen Güter zur Zeit des frühen Feudalismus*.

Annales Univ. Scientiarum Budapestinensis de R. Eötvös nom. Sectio Historica, Tom XVII. Budapest, 1976. pp. 15 et s.

<sup>15</sup> Závodszy op. cit. p. 201 §. 30: « Nullius servus clericus ordinetur, nisi antea dominus eius plenam sibi dederit libertatem ». L'interdiction de conférer les ordres au servus figure toujours dans les dispositions ecclésiastiques à partir du V-ème siècle, l'ordination a toujours demandé l'émancipation au maître de l'esclave. La liberté octroyée par le maître s'exprime au moyen de la « libertas integra » du concile tenu en 800 à Salzbourg. Cf. F. Schaub: Studien zur Geschichte der Sklaverei im Frühmittelalter. Berlin—Leipzig, 1913. p. 98 note n° 2.

<sup>16</sup> Závodszy Op. cit. p. 205 §. 69.

<sup>17</sup> Op. cit. p. 201 §. 29 et p. 203 §. 55.

<sup>18</sup> Op. cit. p. 189 §. 45: « Denarii VIII. qui de liberis singulis colligebantur, a modo non accipiantur. De civilibus ebdomadariis octo denarios precipimus colligi, inter quos scilicet, si quis liber non a rege, sed ab ipsis civibus. Si autem liberi, qui regi per fines eorum transmigranti equos, currus subductorios et servicia stipendiaria suppedabant, VIII. denarios persolvant. Et similiter liberos, qui cum eis cohabitare consenserint, aut exeant »; ibidem p. 187 §. 35: « si quis hospitum acola terram civium cohabitavit, aut iuxta medietatem substantie civilium expeditionem faciat, aut VIII. denarios solvat »; ibidem p. 194 §. 80: « Liberi quique ac hospites, sicut Sclavi vel ceteri extranei, qui in terris laborant aliorum, pro libertate tantum denarios dent, non alios etiam denarios insuper pro opere aliqua dare cogantur ».

<sup>19</sup> Op. cit. p. 188 §. 40.

<sup>20</sup> 1171. Ó-magyar olvasókönyv (Anthologie des textes du vieux hongrois. Composé par E. Jakubovich et D. Pais. Pécs, 1929. « Manumisit quoque petrum et thomam supradictae ecclesie clericaliter servire ... dimisit quinque ... supradictae ecclesie libere serviant »; 1164. Codex diplomaticus Hungariae ecclesiasticus ac civilis. Stud. et opera G. Fejér I—XI. Budae, 1829—44. Abbr. C. D. IX/7. p. 634: « libertatem dedi ut ... sancto Michaeli libere serviat »; 1217. Regestrum Varadinense, curis et laboribus I. Karácsonyi et S. Borovszky. Budapest, 1903. Abbr. V. R. Nr. 166.: « ... duoque viri ... liberi quidem essent, sed legatarii ». Cf. encore ibidem Nr. 328; Hazai Okmánytár I—VIII. éd. par I. Nagy—I. Paur Budapest, 1865—91. Abbr. H. O. VI. 9—10 p., V. 1—4 p.

<sup>21</sup> 1141—61. C. D. II. p. 92 les émancipés « cuicumque nobilium vellent, libere serviant ... ut ubicumque servire voluerint, libere serviant », Comme analogie on peut citer ce qui est connu aux XII-ème et XIII-ème siècles p. ex. C. D. III/1 p. 58, pp. 326—328, V. R. nr. 58, 144.

<sup>22</sup> 1186. Árpádkori Új Okmánytár I—XII. Publié par G. Wenzel, Budapest, 1860—1874. Abbr. Á. U. O. VI. p. 161 « Statuimus itaque, ut nulli omnino hominum liceat iam dictos homines (à savoir les émancipés) seu posteritatem eorum in servitutem revocare ». En ce qui concerne la libertas munie d'épithètes (absoluta, perpetua, mera, aurea) p. ex. V. R. nr. 373, C. D. V/1, p. 74. V/2 p. 417, H. O. VIII, p. 137. Á. U. O. IV, p. 305, V. p. 88, XII, pp. 331 et 595.

<sup>23</sup> 1162. C. D. II. p. 164: « ... hominem in Supruniensis castris manentem nomine Forcos a civili iugo subtraxi tantaque dote libertatis sublimavi, ut ubicumque vellet libere ac secure famulari posset ... preterea predicto fideli meo dedi in villa Kacil unum pratum cum uno molendino et in villa Vidza similiter, in villa eciam Welwn unum pratum cum II. molendinis. ... Émancipation et privilégiation royales semblables p. ex. H. O. VI. p. 3, C. D. II. p. 308, V. R. nr. 352.

<sup>24</sup> 1209/35. C. D. III/2, p. 420: « ... ut quicumque in regno nostro liber homo domui templi aliquam helemosynam, sive terram, sive predia, sive mansiones servorum vel libertinorum, aut aliquid erogare voluerit, libere ... condonare et legare ... ».

<sup>25</sup> 1224. C. D. III/1, p. 445.

<sup>26</sup> P. ex. 1239. Á. U. O. VII. pp. 67—69: Béla IV un servilis de l'Église sous son patronage « non in meram libertatem ipsum et cognatos suos transtuleremus, sed in liberos jogabones Ecclesie ».

<sup>27</sup> SRH. I. p. 359 en 1061 « Misit etiam rex clementissimus per totam Hungariam precones, ut de singulis villis vocarentur duo seniores facundiam habentes ad regis consilium », 1092. Závodszy op. cit. p. 157: Le roi a tenu un concile « ... cum universi regni sui pontificibus et abbatibus, necnon cunctis optimatibus, cum testimonio totius cleri et populi. »



<sup>28</sup> Quant à leur activité de vie publique et leur juridiction on trouve beaucoup d'indications V. R. Nr. 60, 105, 106, 235, 263, 274, 286, 292, 295-298, 329, 331, 332, 354, 385 etc.

<sup>29</sup> Quant au droit de mariage cf. A. Degré: *Földesúri jogok a jobbágyok házasságkötése körül* (Droits seigneuriaux concernant le mariage des serfs.), Regnum, V. 1943 pp. 188 et s. En ce qui concerne le droit de succession C. D. IV/1 pp. 164-165. H. O. VIII, pp. 18 et 29. En ce qui concerne la participation à la guerre cf. 1146. Á. U. O. I. p. 56. *Liberi hospites* « qui volunt terram inhabitare et colere, tamen proficisci debent ad exercitum et regis sicut fecerunt nobis viventibus ».

<sup>30</sup> La Bulle d'or de 1222 avec la codification des droits des serviens: cf. H. Marczali: *A magyar történet kútfoinek kézikönyve*. (Le manuel des sources de l'histoire de Hongrie) (Enchiridion). Budapest, 1902, pp. 134 et s.)

<sup>31</sup> Quant à la transformation du serviens en regis nobilis cf. E. Mályusz: *A magyar köznevelés kialakulása*. (Le développement de la noblesse hongroise.) Századok, 1942. pp. 290 et s. 1212. Á. U. O. VI. p. 355: les parties litigantes et leurs parents étaient « liberi et servientes regis ». 1255. MES. I, p. 423; les clercs « liberis nobilibus regni se conformassent ». 1276. *Monumenta Romana Episcopatus Vespriensis*. Publiés par Római Magyar Történeti Intézet. I. Budapest, 1896, p. 304: « liber et nobilis et de nobili progenie », p. 322: « liber et nobilis, ... dives homo fui, sed modo pauper, quia spoliatus sum », pp. 324-325: « liber et nobilis » etc.

<sup>32</sup> L'octroi de l'aurea libertas dans les chartes concernant la privilégiation, l'octroi de la noblesse p. ex.: H. O. VIII. p. 141, VI, p. 98 et p. 249. Á. U. O. X. p. 259. En ce qui concerne l'affranchissement des servus p. ex. H. O. V. p. 31, VIII p. 137. C. D. V/2 p. 417. Á. U. O. XII p. 595.

<sup>33</sup> 1275/1359. Cf. *A pannonhalmi Szt. Benedek Rend története*. (L'histoire de l'ordre bénédictin de Pannonhalma. Réd. par László Erdélyi. I-XII, Budapest, 1902-1916, II, p. 499.

<sup>34</sup> 1257. Á. U. O. II, p. 282, 1276. H. O. VI, p. 215.

<sup>35</sup> 1282. Á. U. O. IV, p. 244: « quemdam servum suum empticium... perpetue donaverit et restituerit libertati », p. 271: les émancipés « nativa et perpetua libertatis ac ingenuitatis privilegio ruerentur », cf. encore pp. 288, 305 et 330.

<sup>36</sup> Quant au rôle de transition des ignobilis dans le comitat de noblesse p. ex. H. O. II, p. 22, C. D. V/2 p. 42, VIII/2 p. 459. Á. U. O. VII, p. 463.

<sup>37</sup> En ce qui concerne l'établissement du droit seigneurial au-dessus du droit paysan p. ex. 1256. C. D. IV/2. p. 381. 1283, V/3 p. 166. 1266. Á. U. O. VIII, p. 161.

<sup>38</sup> Quant à la libertas paysanne du XIV<sup>e</sup> siècle cf. István Szabó: *A középkori magyar falu* (Le village hongrois au moyen âge.) Budapest, 1969, pp. 78 et s.

## DIE ROLLE DER GEMEINFREIHEIT IN DER ENTWICKLUNG DER UNGARISCHEN GESELLSCHAFT IM MITTELALTER

von

I. BOLLA — P. HORVÁTH

Die Ausdrücke Gemeinfreier und Gemeinfreiheit bildeten im staatlichen, gesellschaftlichen und Rechtsleben des frühen Feudalismus (XI-XIII. Jh.) einen grundlegend wichtigen Begriff. Die diesbezüglich angewandten Ausdrücke liber und libertas kommen in den Quellen seit den Anfängen der heimischen lateinischen Schriftlichkeit mehrere Jahrhunderte hindurch vor. Der Begriff selbst ist zweifellos die Erbe der Epoche vor der Staatsgründung und bezeichnete ursprünglich die Rechtslage der Menschen, die im großen und ganzen zu einer einheitlichen gesellschaftlichen Kategorie gehörten. Diese Einheit hat sich zusammen mit der Entstehung der feudalen Gesellschaft, ihrer Entwicklung entsprechend, aufgelöst und umgestaltet. Die Folge der Umwandlung war, daß die Quellen die Ausdrücke liber und libertas, im Gegensatz zur archaischen Einheit, in sehr mannigfaltigem Sinn zu benutzen begannen, d. h. auf verschiedene Kategorien bezogen haben, ganz so wie die anderen europäischen Gesellschaften. Die Grundbedeutung, Gemeinfreiheit ist aber, obwohl sich libertas

zu einem vieldeutigen, abwechslungsreichen Ausdruck entwickelt hat, nicht gänzlich verkümmert, sondern wurde zum Bestandteil des Privilegs des bis zum 14. Jahrhundert juristisch einheitlich gewordenen Adels und auch der Freiheit der Bauernschaft.

## РОЛЬ ТАК НАЗЫВАЕМОЙ «ВСЕОБЩЕЙ СВОБОДЫ» В РАЗВИТИИ ВЕНГЕРСКОГО СРЕДНЕВЕКОВОГО ОБЩЕСТВА

И. БОЛЛА — П. ХОРВАТ

### РЕЗЮМЕ

Понятия «юридически свободного лица» и «всеобщей свободы» (терминам германской научной литературы *Gemeinfreiheit* имели основное значение в государственно-общественной и правовой жизни Венгрии эпохи раннего феодализма (XI—XIII вв). Применяемые для этого понятия термины *liber* и *libertas* встречаются в источниках с начал отечественной латинской письменности в течение многих веков. Само понятие несомненно является наследством времён до основания государства, и первоначально обозначало правовое положение лиц, принадлежавших в большей или меньшей степени к единой общественной категории. Это единство разлагалось и преобразовывалось вместе с созреванием феодального общества, и согласно его темпам. Следствием этих преобразований стало, что источники начинали применять термины *liber* и *libertas*, по сравнению с архаическим единством в очень даже разнообразном смысле, то есть относить их к весьма различным категориям, как это наблюдается в других европейских государствах. Однако, основное значение «всеобщей свободы» несмотря на превращение термина *libertas* в понятие многозначное, разнообразное, полностью не исчезло, и стало составным элементом привилегий дворянства, ставшего к XIV в. юридически единым, и свобод крестьянства.